



HAL
open science

Le cardinal Mindszenty

Matthieu Boisdron

► **To cite this version:**

| Matthieu Boisdron. Le cardinal Mindszenty. 2019. hal-02157367v2

HAL Id: hal-02157367

<https://hal.science/hal-02157367v2>

Submitted on 15 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le cardinal Mindszenty¹

Par Matthieu Boisdrón

Il y a tout juste 70 ans, en 1949, le chef de l'Église hongroise, le cardinal Primat József Mindszenty, était condamné à la prison à vie à l'issue d'un procès politique truqué dans la plus belle tradition des régimes communistes de l'époque.

Aux côtés du socialiste français Auguste Blanqui (1805-1881) – surnommé « l'Enfermé » pour avoir passé une grande partie de son existence en prison –, ou encore, plus récemment, du militant australien Julian Assange – reclus au sein de l'ambassade d'Équateur à Londres de juin 2012 à avril 2019 –, le cardinal Mindszenty – d'abord prisonnier des polices politiques fasciste et communiste puis réfugié pendant quinze ans au sein de l'ambassade américaine à Budapest –, constitue un autre exemple de ces personnalités qui ont payé de leur liberté une opposition frontale et radicale à un régime ou à un système politique. Dans ces conditions, la tentation hagiographique ne peut qu'imprégner fortement les enjeux autour de la trajectoire du Primat dont il faut bien reconnaître le caractère singulier.

Pour autant, malgré les indéniables sacrifices individuels consentis dans ce combat par Mindszenty, ce dernier reste toujours aujourd'hui une figure controversée de l'histoire de la Hongrie contemporaine.

Un jeune prêtre prometteur

C'est le 29 mars 1892, dans le petit village de Csehimindszent (comitat de Vas), que naît József Pehm. Selon les mémoires de celui qui ne prendra le nom de Mindszenty qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale seulement, son père – János –, agriculteur et viticulteur de profession, possédait une dizaine d'hectares de terres². Dans ce pays de *latifundia* qu'était la Hongrie de la double-monarchie, la part des propriétés de moins de trois hectares s'élevait, à la veille de la Première Guerre mondiale, à près de 73% du nombre total des exploitations³. Petits propriétaires exploitants, les Pehm possèdent, on le constate, une situation foncière qui permet à la famille de compter parmi les élites paysannes locales. János Pehm occupe ainsi différentes charges municipales au service des orphelins du village ou à la tête du conseil administratif de la paroisse et de l'école primaire de Csehimindszent.

¹ Cet article a été publié en ligne et en quatre parties dans *Le Courrier d'Europe centrale* les 28 avril, 5, 12 et 19 mai 2019 : [<https://courrierdeuropecentrale.fr/>].

² *Mindszent* signifie « Toussaint » en français. Le cardinal prend ce patronyme, inspiré du nom de son village natal, en février 1942.

³ « L'agriculture hongroise », *Études et conjoncture. Économie mondiale*, 5^e année, n°6, Presses universitaires de France, 1950, page 57.



Illustration 1 : Le cardinal Mindszenty devant sa maison natale, en 1941. De gauche à droite, les deux sœurs, la mère et le père du cardinal. Source : Mémoires du cardinal Mindszenty.

Aîné d'une fratrie de six enfants dont trois moururent en bas âge et seul garçon survivant, le jeune József entre en 1903 au collège des Prémontrés « Szent Norbert » de Szombathely, très certainement sous l'influence de sa mère Borbála Kovács. Diplômé en 1911, il poursuit ensuite dans cette ville ses études au séminaire avant d'être ordonné prêtre le 12 juin 1915. Nommé vicaire de Felsőpaty, un petit village situé à l'Est de Szombathely, József Pehm fait paraître en 1916 son premier ouvrage pastoral : *La mère*⁴. Le succès de ce livre qui connaît au bout d'un an seulement une seconde édition, contribue sans nul doute à la nomination de Pehm comme professeur de religion au lycée d'État de Zalaegerszeg, ville siège du comitat de Zala.

⁴ *Az édesanya a vallás, társadalmi kérdés és költészet tükrében*, c'est-à-dire en français « La mère à la lumière de la religion, des enjeux sociaux et de la poésie ».



Illustration 2 : La « Une » du Zalamegyeyi Újság du mois de février 1920. Source : [Hungaricana](#).

Cette expérience lui permet de nouer des relations de proximité avec les fonctionnaires locaux et d'entrer de plain-pied dans la vie sociale et culturelle de la ville. Pehm rejoint notamment le conseil municipal. Il contribue à la fondation et devient rédacteur de l'hebdomadaire du comitat, le *Zalamegyeyi Újság*. Dans ce journal, après le changement de régime qui survient le 31 octobre 1918 suite à la « Révolution des Asters » (*Őszirózsás forradalom*), Pehm critique les orientations prises par le nouveau premier ministre Mihály Károlyi, qui devient ensuite président de la République démocratique hongroise le 11 janvier 1919. Dans la perspective des élections générales, Pehm prend surtout la direction locale du parti chrétien national (*Keresztény Nemzeti Párt* – KNP), créé à la fin du mois de janvier 1919. C'est pour toutes ces raisons qu'il est arrêté le 9 février et interné pour plusieurs semaines à l'évêché de Szombathely. Après la prise du pouvoir par les communistes, le 21 mars, et l'instauration de la République des Conseils menée par Béla Kun, les conditions de détention de Pehm se durcissent sensiblement. Il quitte notamment l'évêché pour une cellule du palais de justice où s'entassent nombre d'opposants et de contre-révolutionnaires présumés. Le 15 mai, il est transféré à Zalaegerszeg où on lui interdit toute activité avant de le contraindre, devant sa mauvaise volonté, à quitter le comitat.



Illustration 3 : La maison natale du cardinal Mindszenty dans le village de Csehimindszent, ici photographiée en 2015. Source : Wikipédia.

Au début du mois d'août 1919, après la chute de la République des Conseils et un séjour de deux mois passé dans son village natal, Pehm est de retour à Zalaegerszeg. Le 20 août, à l'âge de seulement 27 ans, il est nommé par l'évêque du diocèse, le comte János Mikes, curé de la paroisse. Celle-ci compte alors 16 000 habitants et rassemble la ville de Zalaegerszeg, ainsi que cinq petites communes situées à proximité (Zalabesenyő, Szenterzsébethegy, Ebergény, Ságod, Vorhota). À ce poste, Pehm demeure pendant vingt-cinq ans. Personnalité politique locale – il est membre du conseil comital et du conseil municipal – et intellectuel reconnu, il publie en 1934 une biographie de l'évêque Márton Bíró à l'occasion d'une cérémonie organisée en l'honneur de cet ecclésiastique du XVIII^e siècle⁵. Nommé abbé titulaire de la paroisse en 1922, Pehm est proposé pour une distinction romaine et devient prélat papal en 1937. Bénéficiant toujours du soutien de János Mikes – qui quitte sa charge d'évêque en janvier 1936 – Mindszenty est bientôt repéré par le nonce apostolique Angelo Rotta⁶ ; ce qui contribue à sa nomination comme évêque de Veszprém par le pape Pie

⁵ *Padányi Bíró Márton veszprémi püspök élete és kora*, c'est-à-dire en français « La vie et l'époque de Márton Padányi Bíró, évêque de Veszprém », en ligne : [<http://real-eod.mtak.hu/2310/>]

⁶ Nommé en Hongrie en mars 1930, le nonce sera expulsé du pays en avril 1945. Ayant sauvé de très nombreux Hongrois juifs de la déportation, il a ensuite été reconnu comme « Juste parmi les Nations » par le mémorial de

XII le 4 mars 1944. Le 25 mars, il est enfin sacré par le cardinal Jusztinián Serédi, archevêque d'Esztergom et Primat de Hongrie (*hercegprímás*), dans un contexte politique et militaire devenu très difficile pour la Hongrie de Miklós Horthy.

La Hongrie : une Nation deux fois vaincue

Territorialement diminuée après la Grande Guerre, la Hongrie a rapidement rejoint le camp des puissances dites « révisionnistes », c'est-à-dire des pays favorables à la renégociation des arbitrages fixés dans les traités de paix. Après s'être rapprochée de l'Italie dans les années vingt, la Hongrie est ensuite, dans la seconde moitié des années trente, satellisée par l'Allemagne nazie. La nature autoritaire et conservatrice du régime installé par Miklós Horthy, devenu régent du royaume en mars 1920, contribue à ce rapprochement mis en œuvre par le premier ministre Gyula Gömbös (1932-1936)⁷. La Hongrie, en outre, prend très tôt des mesures antisémites. Dès 1920, elle met en place un *numerus clausus* dans l'enseignement supérieur avant, en 1938, de promulguer de nouvelles lois antisémites interdisant par exemple les mariages mixtes ou limitant l'accès des juifs à certaines professions ou à des carrières dans l'administration.

Elle est bientôt récompensée de cette attitude. Quelques semaines seulement après les accords de Munich du 30 septembre 1938 qui entérinent l'annexion des Sudètes par l'Allemagne, Berlin et Rome imposent à la Tchécoslovaquie, le 2 novembre 1938, le « premier arbitrage de Vienne ». La Hongrie se voit remettre une partie de la Ruthénie subcarpathique, un territoire situé au sud de la Slovaquie. Après l'annexion de la Bohême-Moravie par l'Allemagne et la proclamation de l'indépendance de la Slovaquie le 15 mars 1939, une courte guerre oppose Budapest et Bratislava du 23 mars au 4 avril à l'issue de laquelle de nouveaux territoires, à la lisière orientale de la Slovaquie, sont cédés à la Hongrie. Le 30 août 1940, en vertu du « deuxième arbitrage de Vienne », le roi de Roumanie Carol II est contraint de céder à la Hongrie une large partie de la Transylvanie, détachée de Budapest en vertu du traité de Trianon de juin 1920. En avril 1941, la Hongrie participe à l'offensive allemande contre la Yougoslavie et annexe certains territoires frontaliers, au nord (Međimurje et Prekmurje) et au nord-ouest du pays (Baranja et Bačka). Le 27 juin 1941, Budapest, sans déclarer officiellement la guerre à Moscou, se met néanmoins en état de guerre contre l'URSS. La Hongrie prend prétexte du bombardement, la veille, de la ville de Košice (Kassa)

Yad Vashem.

⁷ Sur le régent Horthy et notamment la place du fait religieux comme outil de légitimation de son pouvoir, voir Catherine Horel, *L'amiral Horthy, régent de Hongrie*, Perrin, 2014.

par trois avions (aujourd'hui encore non-identifiés mais probablement soviétiques) et engage des troupes aux côtés de l'Allemagne sur le front de l'Est.



Illustration 4 : Ferenc Szálasi (1897-1946), chef des Croix fléchées, ici photographié en octobre 1944.

Source : Narodowe Archiwum Cyfrowe / Wikipédia.

La Hongrie, pour autant, marque bientôt le pas. Malgré le durcissement de la législation antisémite du pays, l'assujettissement au travail forcé des juifs hongrois, les déportations à l'été 1941 de 20 000 juifs ruthènes qui sont ensuite assassinés à Kamenets-Podolski en Ukraine sous occupation allemande, ou encore les massacres auxquels se livre l'armée hongroise d'occupation à Novi Sad au début de l'année 1942 (2 500 à 3 000 morts), Horthy refuse la déportation des juifs hongrois. En avril 1942, le régent remplace le chef du gouvernement pro-nazi László Bárdossy par Miklós Kállay, bien plus tiède à l'égard de l'Allemagne. Afin de négocier une sortie de la Hongrie de la guerre, ce dernier prend même des contacts secrets avec les alliés anglo-américains dont sont informés les Allemands. La méfiance s'installe donc entre Budapest et Berlin. Le 17 mars 1944, Hitler convoque Horthy pour lui demander d'accepter l'entrée des troupes allemandes sur le territoire hongrois alors que l'Armée rouge progresse en Ukraine. Malgré le refus du régent, la *Wehrmacht* pénètre en territoire hongrois le surlendemain. Le 22 mars, Horthy n'a pas d'autre choix que de remplacer Kállay par un premier ministre favorable à l'alliance avec l'Allemagne, en l'occurrence Döme Sztójay. Entre mai et juillet, 440 000 juifs hongrois sont enfermés dans

des ghettos puis finalement déportés en Allemagne. Le 8 juillet, alors que les déportations sont presque achevées, Horthy ordonne l'arrêt des opérations. Le 23 août 1944, le dictateur roumain Ion Antonescu est renversé par le jeune roi Mihai (Michel) I^{er}. En conséquence, l'alliance avec l'Allemagne est immédiatement rompue. La Roumanie ouvre ses frontières à l'URSS et déclare la guerre à l'Allemagne et à la Hongrie. Horthy profite de l'occasion pour congédier Sztójay le 29 août, le remplacer par le général Géza Lakatos et pour entamer des négociations directes avec les Alliés, et notamment avec les Soviétiques. Annonçant le 15 octobre la signature d'un armistice, Horthy suscite une réaction énergique des Allemands qui enlèvent son fils et l'obligent à abdiquer le lendemain après avoir confié les rênes du pouvoir à Ferenc Szálasi, le chef du parti fasciste des Croix fléchées (*Nyilaskeresztes Párt*). Les persécutions contre les juifs reprennent alors avec plus de violence pendant que la Hongrie se transforme en champ de bataille entre la *Wehrmacht* et l'Armée rouge. Le territoire ne sera définitivement « libéré » qu'après la chute de Budapest, à la mi-février 1945. Entre temps, à l'initiative de l'Assemblée provisoire de Debrecen, dominée par les communistes, un gouvernement provisoire placé sous la direction du général Béla Miklós a été constitué le 22 décembre 1944.

Un haut dignitaire de l'Église dans la Hongrie de Horthy puis des Croix fléchées

On l'a vu, Mindszenty se situe très à la droite du spectre politique et se prononce donc sans surprise au début de la Seconde Guerre mondiale, à la fois comme prêtre et comme homme politique local, en faveur de l'extension territoriale du pays. Devenu évêque de Veszprém au moment même de l'invasion de la Hongrie par l'Allemagne, il se présente pourtant dans ses mémoires comme un opposant :

« J'arrivai à Veszprém le 29 mars 1944, jour de mon cinquante-deuxième anniversaire. La Hongrie était occupée par les nazis depuis dix jours. [...] A cette époque-là, un général allemand avait élu ses quartiers dans l'évêché même. Sa présence m'était désagréable [...] ma désapprobation ne lui échappa pas. [...] En juin 1944, le gouvernement Sztójay fit enfermer les juifs dans des ghettos. Les évêques hongrois répondirent à cet acte en protestant énergiquement et ils firent connaître leur opinion aux fidèles et au public dans leurs lettres pastorales. [...] Les juifs de Budapest doivent sûrement à cette intervention que la plupart des membres de leurs familles ont évité la mort inhumaine dans les chambres à gaz »⁸.

⁸ Cardinal Mindszenty, *Mémoires. Des prisons d'Hitler et de Staline... à l'exil*, préface de Jean d'Ormesson, La Table Ronde, Paris, 1974, pp. 32-34.



Illustration 5 : Le Primat Jusztinián Serédi à la sortie de l'église « Mátyás », sur la colline de Buda, à l'issue de l'enterrement de József Vass, ecclésiastique et ancien ministre, mort le 8 septembre 1930. Source : Fortepan.

Si la démarche des évêques hongrois au printemps 1944 a pu partiellement pousser Horthy, lui-même calviniste mais soucieux de ménager les catholiques, à ordonner la suspension des déportations des juifs, Mindszenty expose néanmoins la situation sous un jour relativement favorable au clergé hongrois dont l'ambiguïté des prises de position est désormais bien établie par l'historiographie. Ainsi, seuls quelques rares évêques catholiques dénoncent publiquement les crimes antisémites. Dès le 6 avril, alors que les juifs sont progressivement enfermés dans des ghettos, Mikes, le protecteur de Mindszenty, sort de sa retraite et demande au cardinal primat Serédi la rédaction d'une lettre pastorale commune. Cette première sollicitation reste lettre morte. Vilmos Apor, évêque de Győr, lui emboîte le pas le 22 juin, alors que les déportations ont commencé depuis le 15 mai. Serédi accepte et rédige avec ce dernier un projet qui est ensuite communiqué à l'ensemble des évêques hongrois. Le 24 juin, Lajos Shvoy, évêque de Székesfehérvár, approuve vivement cette démarche avant que l'archevêque d'Eger, Gyula Czapik, ne vienne exprimer d'importantes réserves. La lettre pastorale des évêques hongrois, datée du 29 juin et imprimée dans les tout premiers jours de juillet, tient compte de ces divergences de vues et insiste ainsi sur la lutte du catholicisme hongrois contre le judaïsme, stigmatise « l'esprit juif », évoque les souffrances du peuple hongrois préalablement à celles des juifs de Hongrie avant, enfin, de condamner les persécutions contre ces derniers. Les évêques hongrois exigent certes le respect des « *droits innés tels que le droit*

à la vie, à la dignité humaine, à la liberté individuelle, à la libre expression de la foi, à la liberté du travail, à la propriété », mais ils ajoutent : « Nous ne nions pas que de nombreux juifs ont eu une influence destructive et maléfique sur la vie économique, sociale et morale de la Hongrie [...] Nous ne doutons pas que la question juive doive être réglée de manière légale et juste [...] Nous ne protestons pas [...] contre l'élimination de l'influence nuisible des juifs »⁹. En renonçant finalement, à la demande du gouvernement, à faire lire par le clergé ce texte en échange de la promesse de ne pas déporter les juifs convertis, Serédi se prive de toute réelle influence¹⁰. Les réserves de la hiérarchie catholique hongroise apparaissent du reste surprenante quand on sait que le 25 juin pourtant, le pape Pie XII adressait au régent Horthy un télégramme de protestation contre la déportation des juifs hongrois. Julien Papp, rappelant les travaux de l'historien Randolph L. Braham, écrit à ce sujet :

« [...] les Églises chrétiennes portent une lourde responsabilité dans la tragédie des juifs hongrois, non seulement par l'exemplarité de leur passivité mais aussi par l'acclimatation de la haine. Elles ont été les piliers majeurs des mouvements chrétiens nationaux, défenseurs d'un ordre social archaïque et de l'esprit chrétien, dont le juif était par excellence le ferment destructeur. C'est après la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne, et surtout après l'Anschluss que les chefs des Églises chrétiennes vont adopter les positions les plus nuisibles, écrit Braham : Gyula Czapik, évêque d'Eger et troisième dignitaire de l'Église catholique hongroise, déplore comme une "erreur fatale" que l'Église catholique allemande ne se soit pas identifiée avec le national-socialisme ; pour László Ravasz, évêque et personnalité dirigeante de l'Église calviniste, les aspirations des Allemands à la puissance résultent de principes éthiques et religieux ; l'opinion de József Grósz, évêque de Kalocsa, est que la croix gammée est compatible avec la croix du Christ ; un prélat de l'Église évangélique (luthérienne), l'évêque Zoltán Turóczy, développe l'idée que "le véritable christianisme n'est pas pacifiste mais conquérant, conformément à l'esprit des forces universelles et totalitaires" ; selon István Hász, évêque aumônier des forces armées, "les juifs sont les dissolvants du pays, c'est pourquoi tout combat contre eux est justifié" »¹¹.

⁹ *Ibid.*, page 34 et Saul Friedländer, *Pie XII et le III^e Reich. Documents*, Le Seuil, Paris, 1964, p. 203-205.

¹⁰ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste (1944-1964). Histoire intérieure d'une domination*, vol. I, thèse pour le doctorat d'histoire, Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de Marc Lazar, 2013, pp. 146-149.

¹¹ Julien Papp, *La Hongrie libérée. État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (septembre 1944-septembre 1947)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2006, chapitre 5.



Illustration 6 : Mindszenty au Congrès eucharistique international de Budapest en 1938. Source : Fortepan.

Et si « après l'occupation de la Hongrie par les Allemands quelques-uns regrettent ces prises de position spontanées de la fin des années trente »¹², l'antisémitisme apparaît néanmoins comme une valeur largement partagée dans la haute hiérarchie ecclésiastique. Mindszenty ne semble pas, pour sa part, avoir joué de rôle de premier plan au moment de la rédaction de la lettre pastorale. Cependant, il n'a pas été le dernier à défendre l'antisémitisme comme un élément central de l'identité du catholicisme hongrois. Comme le rappelle Nicolas Bauquet dans sa thèse de doctorat, dès la fin des années trente, et face à la menace que constituent pour l'Église catholique les attaques des Croix fléchées contre l'ordre social établi, Mindszenty, encore simple curé de Zalaegerszeg, met publiquement « *en garde la hiérarchie catholique contre une éventuelle reddition au libéralisme* » au nom de la lutte contre l'extrême-droite¹³. Il revendique son soutien à Győző Istóczy, une figure antisémite notoire de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, et loue la législation antisémite adoptée grâce au soutien du parti chrétien au début des années vingt¹⁴. Il explique aussi comprendre l'activité politique d'Ottokár Prohászka, évêque de Székesfehérvár de 1905 à sa mort en 1927. Cette figure éminente du réveil de l'Église hongroise était aussi un antisémite résolu qui considérait davantage les juifs comme les ressortissants d'un groupe national et ethnique que comme les adeptes d'une religion¹⁵.

¹² *Ibidem.*

¹³ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, *op. cit.*, page 145.

¹⁴ *Ibidem.*

¹⁵ *Ibid.*, pp. 143-144 ; Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, page 26.

Pour autant, et malgré cette inclinaison, Mindszenty prend la tête des quelques responsables ecclésiastiques de Transdanubie opposés à la poursuite de la guerre et hostiles à la politique de la terre brûlée des Croix fléchées. Dans une lettre datée du 31 octobre 1944 et remise personnellement par Mindszenty à Jenő Szöllösi, vice-premier ministre et bras droit de Ferenc Szálasi, Lajos Shvoy, Vilmos Apor, Krizosztom Kelemen (abbé de l'abbaye de Pannonhalma) et lui-même demandent au chef du gouvernement d'« éviter que la Hongrie occidentale encore intacte devienne le champ de bataille des troupes battant en retraite »¹⁶. Sans surprise, il est arrêté le 27 novembre 1944. D'abord retenu dans son évêché, il est ensuite emprisonné à Sopronkőhida. C'est notamment dans ce centre de détention qu'est exécuté par pendaison, le 23 décembre, Endre Bajcsy-Zsilinszky, journaliste et homme politique anti-nazi. À la fin de l'année, Mindszenty est transféré dans une abbaye de Sopron où les Croix fléchées installent bientôt Lajos Shvoy et son frère le général Kálmán Shvoy. Le 2 avril 1945, l'Armée rouge entre à Sopron après que les gardiens de Mindszenty et de ses compagnons de captivité ont abandonné les lieux. La veille, le cardinal Vilmos Apor était abattu par un soldat soviétique après avoir refusé de livrer un groupe de femmes réfugiées au sein de l'évêché de Győr. Le 29 mars, le cardinal Serédi mourrait, lui, des suites d'une longue maladie.

Une Église toujours puissante dans la Hongrie d'après-guerre

De retour dans son évêché de Veszprém, Mindszenty constate les ravages de la guerre et les exactions commises par les soldats de l'Armée rouge contre la population civile. Une conférence épiscopale est convoquée en mai. L'Église reste pourtant forte. En 1945-1946, « sur près de 9 millions d'habitants, le pays comptait presque 70% de catholiques, un peu plus de 25% de protestants – les calvinistes étant deux fois plus nombreux que les luthériens – 4,4% de juifs et 0,6% d'orthodoxes »¹⁷. Plus jeune parmi les évêques hongrois, Mindszenty est chargé, à la demande de l'archevêque de Kalocsa József Grósz, par ailleurs président de la conférence épiscopale en raison de la vacance du siège de Primat, de la rédaction de la lettre épiscopale publiée le 24 mai¹⁸. Mindszenty gagne donc rapidement en autorité : le 16 septembre 1945, le pape Pie XII lui confie l'archevêché d'Esztergom et le titre de Primat de Hongrie. Cette nomination n'est pas anodine puisque le Primat n'était pas seulement un haut dignitaire de l'Église mais également de l'État. À lui revenait notamment la charge de

¹⁶ *Ibid.*, page 37.

¹⁷ József Török, « L'Église hongroise à l'aube du III^e millénaire », *Revue de l'Institut catholique de Paris*, n°53, janvier-mars 1995, page 115.

¹⁸ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 53-55. Voir aussi *Livre blanc. Quatre années de lutte pour la défense de l'Église hongroise. Documents publiés sur la demande du cardinal Mindszenty, Primat de Hongrie, précédés des protestations des Cardinaux français*, Amiot-Dumont, Paris, 1949, pp. 25-34.

couronner le roi de Hongrie qu'il pouvait ponctuellement représenter ou suppléer. Et malgré la création, en 1920, d'une régence confiée à Horthy, le Primat était resté dans l'entre-deux-guerres une personnalité de premier plan. Le gouvernement hongrois d'ailleurs ne s'y trompe pas en mettant à la disposition de Mindszenty une voiture officielle avec chauffeur¹⁹.



Illustration 7 : La ville de Budapest est très endommagée par les combats de 1945. Ici, le « pont des chaînes » (Lánchíd), détruit, et au second plan le palais royal, lui aussi ravagé par les combats. Source : Fortepan.

Jusqu'ici installée politiquement et socialement au cœur de l'État, l'Église voit à partir de 1945 progressivement lui échapper certains instruments de son pouvoir. La réforme agraire adoptée le 15 mars lui enlève des terres qui constituent d'importantes sources de revenus. Le régime de presse qui lui est appliqué devient plus rigoureux et les difficultés sont accentuées par le manque de papier. Elle constate néanmoins la persistance de son influence, notamment lors de grandes cérémonies qui marquent le retour d'une nouvelle ferveur catholique : un demi-million de personnes se rassemblent ainsi à Budapest le 20 août 1946 pour une procession derrière la relique de la main de Saint-Étienne. L'année mariale que lance en grande pompe Mindszenty le 14 août 1947 devant 60 000 fidèles à Esztergom connaît également un très grand succès populaire : 70 000 personnes à Csongrád le 17 août, 100 000 à

¹⁹ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 62-64.

Szombathely le 2 septembre, 120 000 à Eger le 20 septembre, 250 000 à Budapest le 5 octobre puis à nouveau le 30 mai 1948, 150 000 à Baja le 12 juin... Près de 2,5 millions de Hongrois prennent part, jusqu'en octobre 1948, aux diverses cérémonies organisées dans tout le pays²⁰. L'archevêque déploie par ailleurs une certaine activité caritative en direction d'une population confrontée à de graves privations. Il obtient des dons de l'étranger, et notamment des États-Unis via le *National Catholic Welfare Council* (NCWC)²¹. Cet activisme déplaît d'autant plus aux communistes que les élections approchent. Comme l'explique Nicolas Bauquet, en Hongrie comme ailleurs en Europe centrale et orientale, les Églises se retrouvent placées au cœur des enjeux politiques. Elles comptent en effet parmi les rares institutions encore debout. Elles exercent par ailleurs une certaine influence sur les femmes ainsi que sur les masses paysannes et rurales, appelées à voter. Elles accentuent enfin leur mobilisation politique face à la crainte que leur inspirent les partis communistes²².

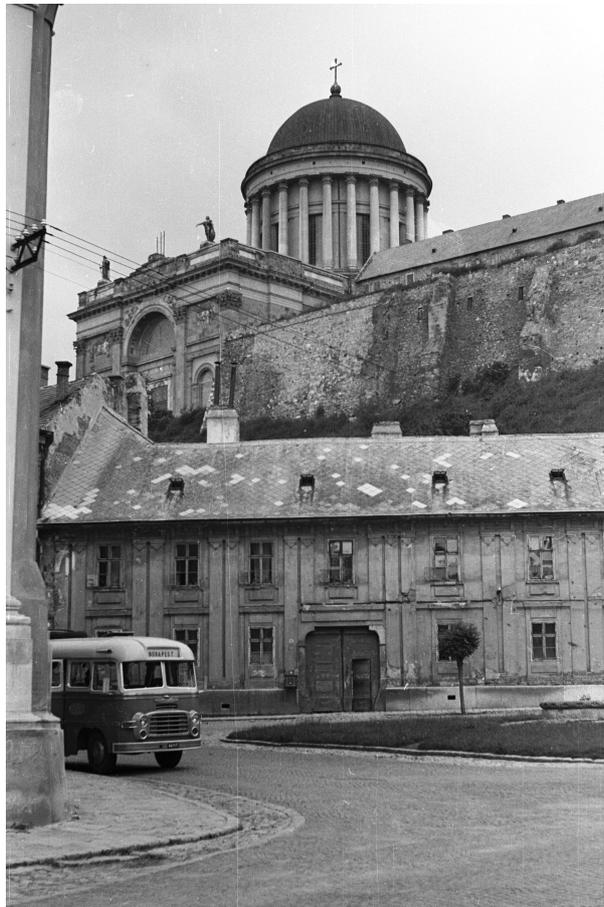


Illustration 8 : La cathédrale d'Esztergom, photographiée en 1958. Source : Fortepan.

²⁰ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, op. cit., page 165.

²¹ *Ibid.*, pp. 59, 73-76.

²² Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, op. cit., page 99. Voir aussi Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, op. cit., pp. 168-173.

Le 1^{er} novembre 1945, trois jours avant les élections générales, Mindszenty fait lire une lettre pastorale dans tout le pays, appelant relativement clairement les croyants à ne pas voter pour le parti communiste. Les élections législatives du 4 novembre, qui se tiennent dans de relativement bonnes conditions, sans censure ni fraudes massives, constituent à la surprise générale un cuisant échec pour les communistes. Le parti indépendant des petits propriétaires (*Független Kisgazdapárt – FKGP*) sort victorieux du scrutin avec 57,03% des voix contre seulement 16,96% pour le parti communiste (*Magyar Kommunista Párt – MKP*), qui arrive en troisième position derrière le parti social-démocrate (*Szociáldemokrata Párt – SZDP*) à 17,41%. Viennent ensuite le parti paysan (*Nemzeti Parasztpárt – NPP*) à 6,87%, le parti civil démocrate (*Polgári Demokrata Párt – PDP*) à 1,62% et enfin le parti radical hongrois (*Magyar Radikális Párt – MRP*) à 0,12%. Ce dernier mouvement est le seul à n'obtenir aucun siège.

Les prémices d'une lutte à mort

En réaction, le maréchal soviétique Kliment Vorochilov – président de la commission de contrôle alliée en Hongrie – contraint le pays à mettre sur pied un gouvernement de coalition rassemblant le parti communiste, le parti social-démocrate, le parti indépendant des petits propriétaires ainsi que le parti paysan. Avec deux députés sur 409 sièges, le parti civil démocrate reste seul dans l'opposition. 245 sièges sont attribués au parti des petits propriétaires, 70 au parti communiste, 69 au parti social-démocrate et 23 au parti paysan. Les communistes occupent dans ce gouvernement certains postes clefs, dont le ministère de l'Intérieur. Si le nouveau chef du gouvernement Zoltán Tildy, membre du parti des petits propriétaires, rencontre Mindszenty dès sa prise de fonction, il faut reconnaître que la confiance n'est pas au rendez-vous. L'intransigeance du Primat pose des difficultés aux forces politiques qui ont le souci d'éviter toute provocation à l'égard de l'URSS. Au moment du voyage qu'il entreprend à Rome, le 30 novembre 1945, le processus d'abrogation de la monarchie au bénéfice de l'introduction d'un régime républicain est engagé, suscitant les vives protestations de Mindszenty, dont les déclarations sont d'ailleurs contestées par certains membres de la conférence épiscopale hongroise²³. C'est notamment le cas de l'archevêque d'Eger, Gyula Czapik, décidément toujours soucieux de ses relations avec le pouvoir, qu'il soit brun ou rouge. Rien n'y fait : le 1^{er} février 1946, Tildy est élu premier président de la deuxième république de Hongrie²⁴. La visite que le Primat donne au Pape lui apporte néanmoins une source de satisfaction : Pie XII l'informe qu'il sera promu au cardinalat à

²³ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, op. cit., page 278.

²⁴ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, op. cit., pp.86-87.

l'occasion du consistoire prévu fin février 1946. De retour dans son pays, l'archevêque d'Esztergom se heurte aux autorités qui tardent à lui remettre le passeport nécessaire pour se rendre à nouveau auprès du Saint-Siège. C'est seulement au tout dernier moment, le 17 février, que les autorisations nécessaires lui sont données et qu'il peut recevoir du Pape son chapeau de cardinal, le 21 février. Mindszenty explique que c'est la présence à Rome de 31 des 32 cardinaux nouvellement nommés qui aurait finalement décidé le chef du gouvernement Ferenc Nagy à autoriser ce voyage²⁵. La personnalisation de l'opposition autour de la figure du Primat devient tout à fait palpable. Il est à cet égard notable de constater que c'est le général William S. Key, représentant américain au sein de la commission de contrôle alliée, qui met à la disposition de Mindszenty les moyens aériens pour se rendre au Vatican.

Le printemps 1946 marque une nouvelle étape de la volonté de prise de contrôle de la Hongrie. Au sein du parti communiste, d'abord, la ligne dure prend la main. Le 23 mars, Imre Nagy est remplacé par László Rajk à la tête du ministère de l'Intérieur. Les partis deviennent désormais la première cible des communistes qui fomentent notamment, en leur sein, des scissions et qui y pratiquent l'entrisme. Sous la pression de son aile gauche et du parti communiste, le parti des petits propriétaires exclut de ses rangs plusieurs députés qui fondent le 15 mars le parti hongrois de la liberté (*Magyar Szabadság Párt – MSZP*), placé sous la direction de Dezső Sulyok, une des rares personnalités politiques à laquelle Mindszenty conserve son estime. Outre les partis, l'Église est également une cible de premier choix. En février et mars 1946, le parti communiste décide ainsi de créer une section ecclésiastique au sein de la de la police politique, l'ÁVO (*Magyar Államrendőrség Államvédelmi Osztálya*)²⁶. En avril 1946, le ministère de l'Intérieur ordonne des perquisitions dans les établissements catholiques présentés comme des « écoles de la réaction ». Les écoliers et les professeurs sont interrogés et dans certaines structures, on découvre même incidemment des armes²⁷. Mais la première victime est en premier lieu la KALOT (*Katolikus Agrárifjúsági Legényegyletek Országos Testülete*), c'est-à-dire le « Secrétariat des clubs de la jeunesse agricole catholique » fondé en 1935 à l'initiative d'un groupe de jésuites. Attribuant fallacieusement à un membre de la KALOT l'assassinat d'un soldat russe survenu à Budapest à l'été 1946, l'interdiction du mouvement est prononcée le 8 juillet. L'organisation est ensuite promptement absorbée par la MADISZ (*Magyar Demokratikus Ifjúsági Szövetség*), l'« Alliance de la jeunesse démocratique de Hongrie », mouvement de la jeunesse communiste.

²⁵ *Ibid.*, pp. 89-90.

²⁶ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, *op. cit.*, page 50.

²⁷ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 101-102.

Les communistes gagnent la partie

Face aux partis concurrents, les communistes marquent des points. Le 25 février 1947, le secrétaire général du FKGP, Béla Kovacs, qui avait commencé à durcir les positions du parti majoritaire vis-à-vis de ses « partenaires » communistes, est arrêté pour complot contre l'armée soviétique par les autorités d'occupation et déporté en URSS. Cette offensive permet de briser la résistance du parti des petits propriétaires, dont les membres, encouragés par les communistes, finissent par proposer la suppression de l'enseignement obligatoire de la religion à l'école afin de le remplacer par un enseignement facultatif. Cette décision suscite une vive réaction de Mindszenty qui publie le 12 avril une lettre pastorale. Selon son propre témoignage, 10 000 travailleurs de « Csepel la Rouge » – du nom de ce quartier ouvrier au sud de Budapest – signent une protestation remise le 26 mars en mains propres au chef du gouvernement Ferenc Nagy par une délégation de 250 personnes²⁸. Le succès de l'opposition est au rendez-vous puisque la loi sur l'abrogation de l'enseignement obligatoire de la religion est finalement repoussée. Il faut sans doute trouver dans cet épisode l'explication à l'accusation de trahison lancée le 29 mai contre le premier ministre Ferenc Nagy. Alors en congés en Suisse, ce dernier, devant le risque d'être traduit en justice à son retour, décide de demeurer en exil et de rejoindre les États-Unis. Les communistes réussissent par ailleurs à faire adopter en juin une loi électorale exigeant le renouvellement des listes, ce qui permet d'exclure environ un demi-million d'électeurs considérés comme des opposants²⁹. Enfin, le 21 juillet 1947, le parti hongrois de la liberté de Dezső Sulyok, devenu le plus efficace opposant à l'influence soviétique et promis à un grand succès dans les urnes, est dissous. Face à l'Église, en revanche, le rapport de force, on le voit, n'est pas aussi favorable et conduit les communistes à adopter une attitude moins frontale :

« Avant les élections, les communistes diminuèrent leurs attaques contre l'Église [...] un reporter photographia Rákosi [NDA : le secrétaire général du parti communiste hongrois] en train de serrer la main d'un curé catholique »³⁰.

²⁸ *Ibid.*, pp. 147-151.

²⁹ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, *op. cit.*, page 102.

³⁰ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 158-159.

Cette « tactique du salami » permet de diviser les catholiques³¹. Mindszenty reconnaît lui-même l'existence d'un groupe de catholiques, « *dits progressistes* »³², prêts à faire des concessions aux communistes.



Illustration 9 : Le cardinal Mindszenty dans la cour du lycée de Dombóvár, le 17 mai 1947. Source : Fortepan.

Dans ce contexte, les élections du 31 août 1947 vont sans surprise marquer la consolidation du pouvoir des communistes et, par conséquent, l'échec de Mindszenty et de ses alliés. La déroute du parti des petits propriétaires indépendants, avec 15,34% des voix, permet au parti communiste, qui recueille 22,25% des suffrages, de devenir le premier parti de Hongrie. Dans le même temps, les deux autres « alliés » du « Front d'indépendance hongrois » constitué fin juillet, c'est-à-dire le parti social-démocrate et le parti paysan, obtiennent respectivement 14,86% et 8,28%. Face à eux, six partis d'opposition, dont quatre partis d'inspiration chrétienne, sont autorisés à se présenter afin de morceler l'opposition. Le parti démocrate populaire (*Demokrata Néppárt* – DNP), principal mouvement d'opposition de

³¹ La « tactique du salami » ou *Szalámitaktika* consiste en l'élimination progressive par les communistes, tranche après tranche, de toutes les organisations concurrentes. Généralement attribuée au secrétaire général du parti communiste hongrois, Mátyás Rákosi, la paternité de cette expression reviendrait plutôt, selon Nicolas Bauquet, à Zoltán Pfeiffer, « un dirigeant du FKGP hostile à la ligne de compromis adoptée par Zoltán Tildy, à qui il aurait, un matin apporté un salami pour illustrer la manière dont leur parti allait être découpé en tranches ». Voir Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, *op. cit.*, page 101.

³² Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, page 148.

tendance chrétienne-démocrate, obtient 16,50% et parvient à la deuxième place derrière le parti communiste. La direction du DNP, dont le secrétaire général est István Barankovics, est néanmoins très hostile à Mindszenty qui d'ailleurs le lui rend bien³³. Le parti de l'indépendance hongroise (*Magyar Függetlenségi Párt* – MFP) dirigé par Zoltán Pfeiffer et héritier du parti hongrois de la liberté de Dezső Sulyok, recueille pour sa part 13,43% seulement. Le parti démocrate hongrois indépendant (*Független Magyar Demokrata Párt* – FMDP) du père István Balogh, très lié au pouvoir, obtient 5,25% des voix. Le parti radical hongrois, qui n'avait obtenu aucun siège en 1945, rassemble 1,71%, la ligue des femmes chrétiennes (*Keresztény Női Tábor* – KNT) 1,39%, et enfin le parti civil démocrate 1%. Les quatre partis de la coalition du « Front d'indépendance hongrois » groupent 271 sièges au Parlement (dont 100 pour le seul parti communiste) et l'opposition 140. Entre les 12 et 14 juin, le parti social-démocrate et le parti communiste décident leur fusion lors de congrès séparés et forment ensemble le parti des travailleurs hongrois (*Magyar Dolgozók Pártja* – MDP). Dans les faits, les sociaux-démocrates sont éliminés de la scène politique. Deux mois plus tôt, en avril 1948, déjà devenus assez forts, les communistes pouvaient enfin contraindre le gouvernement – toujours dirigé, pour la forme, par un membre du parti des petits propriétaires, Lajos Dinnyés – à annoncer la nationalisation des écoles confessionnelles, suscitant coup sur coup deux lettres pastorales de Mindszenty, les 11 et 23 mai. Dans la seconde, ce dernier mettait nommément en cause le ministre des Cultes et de l'Enseignement, Gyula Ortutay. Pourtant adhérent du parti des petits propriétaires, c'est lui qui avait déjà proposé en février 1947 la mise en place d'un enseignement religieux exclusivement facultatif. Effective le 16 juin, la nationalisation entraîne en forte vague de protestations dans tout le pays et même, en quelques endroits, des violences contre le pouvoir politique local. Face à cette situation, les communistes répondent en réprimant les troubles et en engageant contre Mindszenty une vaste opération de déstabilisation :

« Les attaques et les calomnies à mon encontre se prolongèrent pendant tout l'été. À l'automne, pour préparer mon arrestation, une nouvelle campagne fut déchaînée, dont le slogan était le suivant : "Nous détruisons le Mindszentyisme ! Le bien du peuple hongrois et la paix entre l'Église et l'État en dépendent" »³⁴.

³³ *Ibid.*, page 283.

³⁴ *Ibid.*, page 193.



Illustration 10 : Rassemblement commun du parti communiste et du parti social-démocrate hongrois, le 25 juillet 1946 au Millenáris sporttelep, stade de football du XIV^e arrondissement de Budapest construit en 1896. Le slogan sur la pancarte signifie « Vive Rajk ». Source : Fortepan.

L'arrestation

Le 19 novembre, le secrétaire de Mindszenty, András Zakar, est arrêté par la police politique. Cette opération marque d'autant plus le début de la fin pour le Primate que les catholiques apparaissent désormais plus divisés que jamais. Si cette mésentente s'était d'abord cantonnée au corps épiscopal, les élections législatives d'août 1947 accentuent et élargissent ce phénomène de dissociation. C'est ce qui explique les « lettres ouvertes » adressées à Mindszenty que signent des catholiques favorables à une entente avec le régime ; tels József Cavallier, journaliste et secrétaire général de l'Union de la Sainte-Croix – une organisation établie par la conférence épiscopale pour la défense des chrétiens d'origine juive – et qui avait été par le passé grièvement blessé par les Croix fléchées, ou encore Gyula Szekfű, historien catholique proche du parti démocrate populaire dirigé par Barankovics et ancien ambassadeur de Hongrie à Moscou entre 1945 et 1948³⁵.

Désormais étroitement surveillé par la police, qui de plus contrôle les identités de tous ses visiteurs, Mindszenty sait ce qui l'attend. Le 23 décembre, une première perquisition est

³⁵ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp.196-197.

menée dans sa résidence d'Esztergom par Gyula Décsi, futur ministre de la Justice et à ce moment encore officier de l'ÁVH (*Államvédelmi Hatóság*), le nouveau nom que porte depuis septembre 1948 la police politique hongroise :

« Le 26 décembre [...] je fis ma dernière promenade [...]. C'est le soir [...] que je fus arrêté. Cette fois encore, un grand nombre de policiers se déplaça, toujours sous la direction du colonel Décsi. Ils entrèrent dans la cour et laissèrent les moteurs des voitures en marche, prêts à démarrer. [...] Décsi entra. Il se tenait, excité, devant moi et finit par me dire : "Nous sommes venus pour vous arrêter". Huit ou dix officiers de police entrèrent également. [...] la police démocratique était sur le qui-vive et trouvait les traîtres au pays, les espions [...] même sous la soutane d'un cardinal. [...] Ma mère, qui avait entendu du bruit, sortit de la chambre d'hôte. Elle poussa un cri. Je me tournai vers elle, pour lui faire mes adieux. [...] on me poussa dans une grande voiture stationnée devant la maison dont les fenêtres étaient obscurcies par des rideaux. À ma droite, il y avait le colonel Décsi, à ma gauche un commandant. À côté du conducteur et en face de moi, il y avait des policiers avec des pistolets mitrailleurs. [...] La colonne d'autos de la police s'arrêta devant le n°60 de la rue Andrassy [...] entre deux rangs serrés de policiers, je fus conduit à l'intérieur de cette maison à si sinistre réputation »³⁶.

De sinistre réputation, ce bâtiment l'est assurément. Abritant le siège de la police politique communiste hongroise, il avait préalablement été occupé, et pour le même type d'activités, par les Croix fléchées. À la tête de cette maison, on trouve désormais Gábor Péter qui semble suivre d'assez près les interrogatoires que Décsi fait subir au Primat. Mindszenty est privé de sommeil, interrogé avec insistance et surveillé en permanence. On menace également sa mère de représailles. Refusant de signer les documents qu'on lui présente, il est pour cette raison régulièrement battu :

« Dès mon arrivée, on me mena dans une pièce froide du rez-de-chaussée, où s'assembla aussitôt une grande foule pour assister de visu à mon changement de costume. Le major de la police et un boiteux, un agent de la police secrète, me saisirent, m'ôtèrent ma robe, sous les braillements et les rires de l'assistance, enfin aussi mes sous-vêtements. [...] on me prit mon bréviaire, mon rosaire, l'Imitation de Jésus-Christ, la médaille de la Vierge, mais aussi ma montre et le Code pénal [...] on venait me chercher pour un premier interrogatoire [...] on avait établi un procès-verbal mais il ne contenait pas exactement ce que j'avais dit. Aussi refusai-je de le

³⁶ *Ibid.*, pp. 202-204.

signer. Décsi m'objecta : "Ici, les accusés sont tenus de faire leurs aveux dans la forme que nous désirons". [...] Le commandant me ramena dans la cellule Il était à peu près trois heures du matin. [...] Le commandant me cria de me déshabiller. Mais je ne me conformai pas à son ordre. Il fit signe à ses aides. Tous ensemble m'arrachèrent ma veste [...] et mon pantalon. [Le commandant] exhiba une matraque en caoutchouc, me maintint au sol et commença à me frapper, d'abord sur la plante des pieds, ensuite et sans s'interrompre sur tout le corps [...] Je serrai les dents mais ne parvins pas à rester tout à fait muet. Je gémissais faiblement sous la douleur. Puis je perdis connaissance et l'on dut m'arroser d'eau pour me réveiller »³⁷.



Illustration 11 : Policiers de l'ÁVH prêtant serment à l'occasion d'une cérémonie dans une usine de la MÁVAG (entreprise d'État en charge de la construction du matériel ferroviaire), le 25 avril 1949 dans le X^e arrondissement de Budapest. Source : Fortepan.

Se méfiant de la nourriture servie par ses geôliers, le cardinal mange peu et s'affaiblit rapidement. En raison du statut du Primate, la police politique semble néanmoins soucieuse de ne pas aller trop loin : « Il faut dire aussi que les tortures physiques m'ont été appliquées avec toujours plus de retenue et de précautions [que] chez beaucoup d'autres prisonniers »³⁸. Des

³⁷ *Ibid.*, pp. 206-211.

³⁸ *Ibid.*, page 221.

médecins surveillent également son état de santé. Mindszenty souffre en effet de la maladie de Basedow, une affection de la thyroïde provoquant des troubles cardiaques et oculaires.



Illustration 12 : Le bâtiment du 60 Andrassy út, qui abrita le siège des Croix fléchées puis celui de la police politique communiste, a été transformé en un musée controversé baptisé « La maison de la terreur » (Terror Háza Múzeum). C'est dans ses caves qu'étaient installées les cellules où étaient enfermés les opposants politiques. Droits réservés.

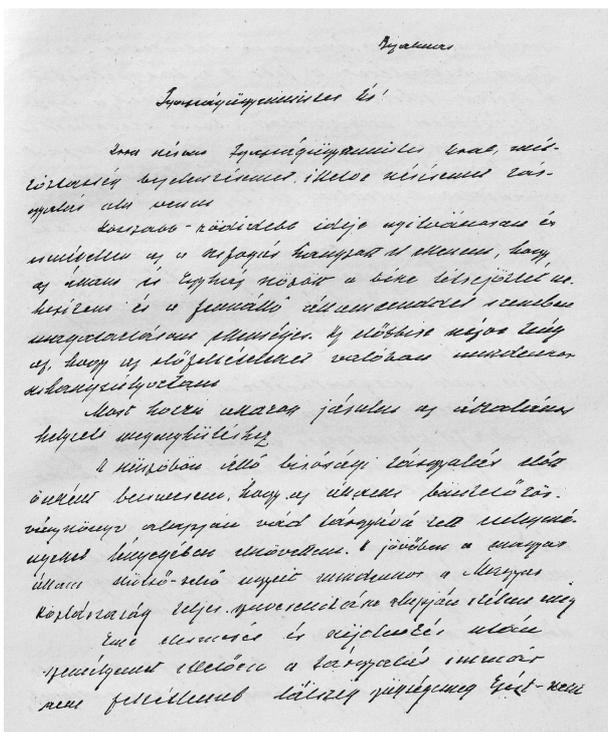
Le procès de février 1949

Pour autant, le Primat subit plusieurs semaines d'un régime sévère de détention préventive qui laisse des traces et le conduit à reconnaître, dans une certaine confusion mentale, quelques-unes des accusations portées contre lui. Dans son témoignage, il explique que les aveux ainsi extorqués et rédigés de sa main – ponctués de fautes d'orthographe et de formulations hasardeuses – ont été falsifiés par des graphologues³⁹. Mindszenty indique enfin avoir été l'objet d'une savante manipulation dirigée par la police politique. Le 23 janvier 1949, soit quelques jours seulement avant l'ouverture du procès, un lieutenant de la commission d'enquête que Mindszenty, dans la version française de ses souvenirs, identifie sous le nom de László Jámbor, vient l'assurer de la profondeur de ses sentiments religieux et

³⁹ *Ibid.*, pp. 233-237.

bientôt László Rajk, condamné à mort et pendu le 15 octobre 1949, ainsi que Gábor Péter en personne, le chef redouté de l'ÁVH, condamné à l'emprisonnement à vie en 1954. Avant le début des premières audiences, Décsi et Péter encouragent Mindszenty à faire preuve de bonne volonté. Le second lui fait notamment miroiter une peine d'emprisonnement limitée à quatre ou cinq années de prison alors que le premier l'engage, le 29 janvier, à signer un courrier pour le ministre de la Justice dans lequel il demande la dissociation de son cas de celui des autres co-accusés. Ce document, que Mindszenty conteste avoir rédigé de sa main, est présenté juste après la lecture de l'acte d'accusation, au premier jour du procès. Il est considéré par le tribunal comme une demande d'ajournement qui, après un court débat, est rejetée⁴². Il produit évidemment un effet déplorable, en laissant supposer que le cardinal cherche à gagner du temps afin de se sauver seul⁴³.

Illustration 14 : Lettre de Mindszenty au ministre de la Justice. Source : József Mindszenty devant le tribunal du peuple, éditions d'État, Budapest 1949, pp. 36-37. Traduction : « Monsieur le ministre de la Justice. Je prie Monsieur le ministre de la Justice de bien vouloir prendre en considération ma déclaration ou plutôt ma prière. Il y a plus ou moins longtemps que l'on m'a accusé à plusieurs reprises et publiquement de mettre des entraves à la conclusion de la paix entre l'Église et l'État et que mon attitude était hostile au régime en vigueur. Pour le passé, le fait est que j'ai toujours effectivement mis l'accent sur des conditions. Aujourd'hui, je veux contribuer à l'apaisement général de la situation. Au seuil de l'audience publique, je reconnais spontanément que j'ai commis les faits portés sur l'acte d'accusation selon le code pénal de l'État. À l'avenir, je jugerai des affaires intérieures ou extérieures de l'État hongrois toujours sur la base de la souveraineté totale de la République hongroise. Après cet aveu et cette déclaration, un procès, en ce qui me concerne personnellement, ne me semble pas absolument nécessaire. C'est pourquoi – par égard non pas à ma personne, mais à mon rang – je demande que l'on détache ma cause du procès du 3 février. Une telle décision, plus que tout, plus même que le verdict



⁴² Ibid., pp. 249-250.

⁴³ Ibid., page 242.

Handwritten text in Hungarian, likely a draft or a copy of the letter. The text is dense and written in a cursive script. It appears to be a formal declaration or a letter of intent, discussing the state of the Church and the country, and the author's personal stance on the matter.

Handwritten text in Hungarian, likely a draft or a copy of the letter. The text is dense and written in a cursive script. It appears to be a formal declaration or a letter of intent, discussing the state of the Church and the country, and the author's personal stance on the matter.

le plus favorable, serait de nature à faciliter une détente. Après trente-cinq jours de méditations continues, je reconnais que, d'une part, en dehors d'autres motifs, la réconciliation a pu être retardée de mon côté, du fait de mon attitude mentionnée ci-dessous, et que d'autre part, je considère qu'il faut faire des efforts pour l'établissement d'une véritable paix entre l'Église et l'État jusqu'à ce que cette paix soit réalisée. Je prendrais moi-même part à sa réalisation selon l'esprit des doctrines et des lois de l'église en cette matière si, précisément sur le plan de la paix, des griefs ne s'étaient élevés contre moi. Mais afin que ma présence ne puisse être considérée comme un obstacle à la paix et que les obstacles matériels inévitables en pareil cas puissent être tournés, sans aucune violence, de mon propre fait, sans aucune contrainte, je manifeste le désir d'abandonner pour quelque temps l'exercice de mes fonctions. Si la sagesse du corps épiscopal, réuni dans son ensemble, juge bon de conclure la paix, je ne me mettrai en aucune façon en travers de la route. Je ne m'opposerai pas à ce qu'un tour sérieux fût donné à la cause de la paix auprès du Saint-Siège Apostolique qui prononce le dernier mot dans le règlement de ces questions. Je fais cette déclaration en pleine conscience que l'institution d'une véritable paix ne peut être bonne pour l'État comme pour l'Église et que, sans elle, la vie du pays est menacée de désordre et de ruine. Recevez, Monsieur le ministre, l'assurance de ma considération distinguée. 29 janvier 1949. József Mindszenty, cardinal archevêque ».

L'avocat du Primat, Kálmán Kiczko, qui lui avait été très « chaudement » recommandé par Décsi, lui conseille de ne pas évoquer publiquement les tortures subies. Mindszenty est accusé de trois chefs d'accusation : avoir dirigé une organisation visant à renverser le régime démocratique et la République, haute trahison et trafic de devises étrangères. À ses côtés sont également jugés Jusztin Baranyai, András Zakar, Pál Esterházy, Béla Ispánky, Miklós Nagy et László Tóth. Les cas des quatre derniers n'avaient aucun lien avec l'affaire Mindszenty et leur présence semble bien n'avoir eu pour seul objet que de conforter dans l'opinion publique nationale et internationale la thèse d'un vaste complot. Après trois jours d'audience, et en présence de journalistes soigneusement choisis, Mindszenty est condamné à la détention à

perpétuité, à la privation de ses droits civiques et politiques et à la confiscation de tous ses biens.

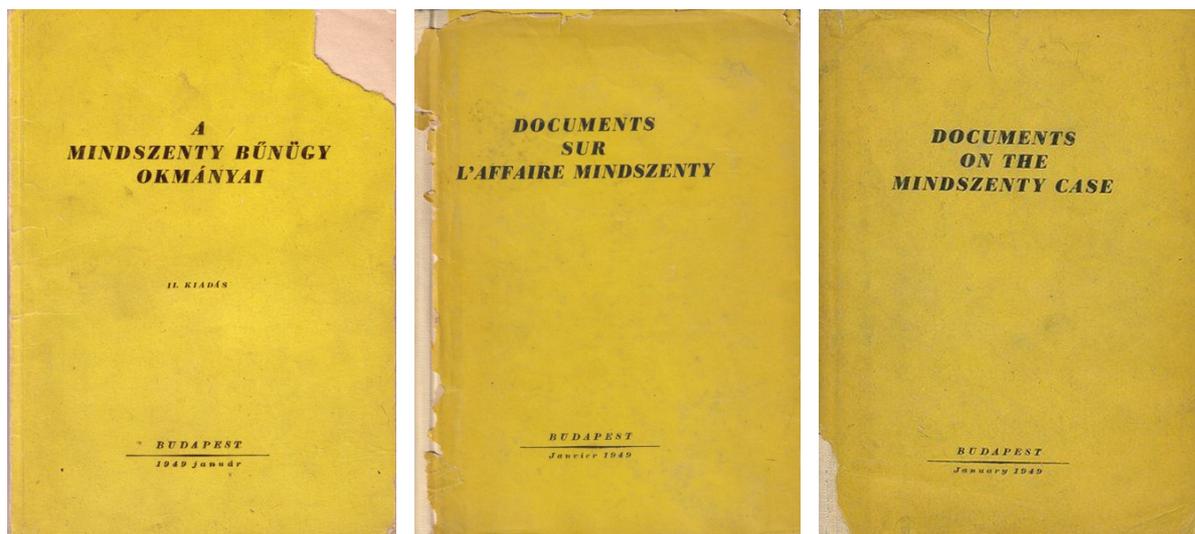


Illustration 15 : Le cardinal Mindszenty lors de son procès. Source : Mémoires du cardinal Mindszenty.

La bataille de l'opinion : la « guerre des livres de couleurs »

L'arrestation puis la condamnation du cardinal Mindszenty suscitent une grande vague d'indignation mais sont accueillies sans réelle surprise en Europe occidentale comme en Amérique du Nord. Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et naturellement le Vatican sont en première ligne. Journalistes mais aussi responsables politiques mettent en accusation la Hongrie et prennent à témoin l'opinion publique internationale. Les journalistes remettent notamment très directement en cause les preuves produites contre Mindszenty et accusent le gouvernement hongrois de les avoir falsifiées. À la chambre française des députés, l'abbé Albert Gau, député de l'Aude et membre du mouvement républicain populaire (MRP), dénonce avec vigueur le jugement. Le président des États-Unis, Harry Truman, le Pape Pie XII, le président du Conseil belge, Paul-Henry Spaak, les ministres français et britannique des Affaires étrangères, Ernest Bevin et Robert Schuman, tous émettent publiquement des doutes

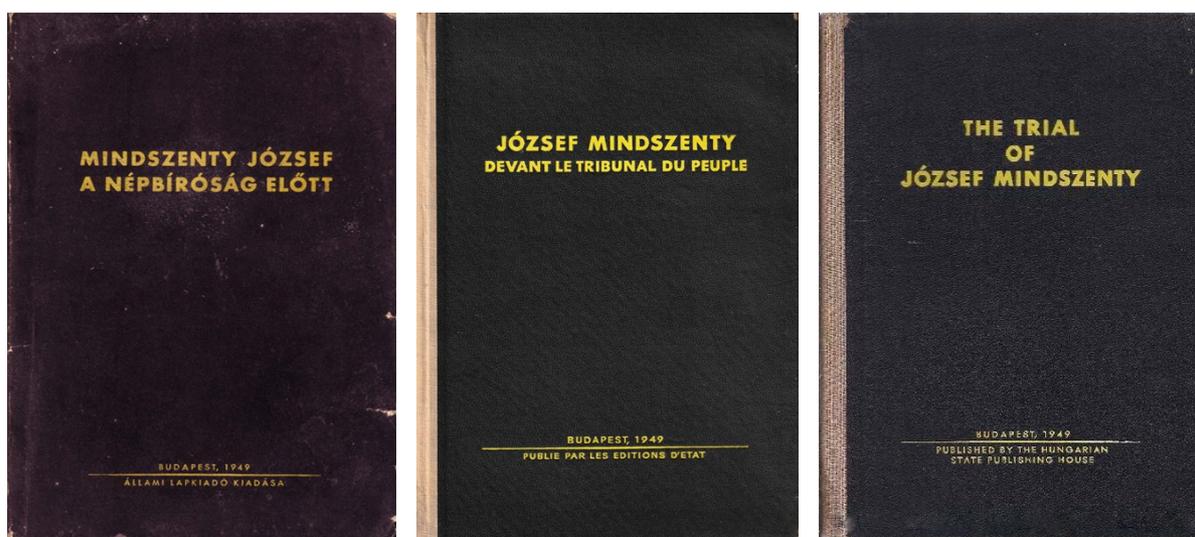
sérieux sur la sincérité du procès. Plusieurs ouvrages paraissent également, à l'Ouest, en 1949 pour défendre Mindszenty⁴⁴.



Le livre jaune en hongrois

Le livre jaune en français

Le livre jaune en anglais



Le livre noir en hongrois

Le livre noir en français

Le livre noir en anglais

Illustration 16 : les différents « livres de couleurs » du procès Mindszenty. Source : collection particulière.

Cette situation oblige les autorités hongroises à réagir face à ce qu'elles qualifient de calomnies. Elles consacrent à ce travail en défense quelques moyens et beaucoup d'énergie. C'est ainsi que commence une véritable « guerre des livres de couleurs ». On trouve naturellement un écho aux recueils de documents diplomatiques que Français (livres jaunes), Britanniques (livres bleus), Russes (livres orange), Italiens (livres verts), Allemands (livres blancs ou noirs) ou encore Autrichiens (livres rouges), avaient pris l'habitude de publier épisodiquement depuis la seconde moitié du XIX^e siècle pour justifier leurs politiques

⁴⁴ Pour une bibliographie complète sur l'affaire Mindszenty, voir Joseph Széplaki, *Bibliography on Cardinal Mindszenty (1892-1975)*, bibliothèque électronique Péter Pázmány, en ligne : [\[http://www.ppek.hu/konyvek/Joseph_Szeplaki_Bibliography_on_Cardinal_Mindszenty_1.pdf\]](http://www.ppek.hu/konyvek/Joseph_Szeplaki_Bibliography_on_Cardinal_Mindszenty_1.pdf).

étrangères. Mais peut-être faut-il plutôt y voir ici une filiation directe avec les livres noir⁴⁵, gris⁴⁶ et blanc⁴⁷ publiés par le journaliste Jenő Lévai en 1946 et destinés à documenter les persécutions subies par les juifs mais aussi les initiatives prises en Hongrie et à l'étranger pour les protéger à la fin de la Seconde Guerre mondiale..

Quoiqu'il en soit, le gouvernement hongrois fait paraître dès 1947 un « livre blanc » destiné à présenter des documents mettant en cause les dirigeants du parti des petits propriétaires, notamment Béla Kovács et Nagy Ferenc⁴⁸. À la mi-janvier 1949, alors que le Primat est encore en détention préventive, il renouvelle l'exercice et sort en hongrois, en français et en anglais un volume connu sous le nom de « livre jaune »⁴⁹. Ce recueil rassemble des documents, retranscrits et traduits ou directement reproduits depuis les originaux, et justifiant l'arrestation de l'ecclésiastique :

« La découverte des agissements de Mindszenty [...] causa un trouble particulièrement profond dans les milieux impérialistes occidentaux qui avaient engagé Mindszenty à leur service. [...] Dans ce volume, le gouvernement hongrois entend publier quelques-unes des nombreuses pièces justificatives à la disposition des autorités et dont la majorité a été tirée des archives secrètes que le cardinal Mindszenty avait enterrées dans la cave du palais archiépiscopal d'Esztergom »⁵⁰.

Dans ce livre, on trouve notamment des dépositions de Mindszenty et de certains de ses proches censées démontrer que le cardinal est un monarchiste proche des Croix fléchées dont la rencontre avec Otto de Habsbourg, en juin 1947, dans le cadre des célébrations du congrès marial d'Ottawa, au Canada, n'avait qu'un seul objet : la préparation d'un complot légitimiste et antirépublicain. Un second ouvrage est publié à l'issue du procès, le « livre noir », lui aussi édité dans les trois langues⁵¹. En préface, le gouvernement hongrois revient longuement sur la couverture du procès par les journalistes dont il défend l'impartialité. Le cœur du livre est constitué des retranscriptions des procès-verbaux du procès accompagnées de la reproduction de certains documents choisis, notamment la lettre de Mindszenty au ministre de la Justice et celle adressée à l'ambassadeur des États-Unis. L'intention est là aussi clairement affichée :

⁴⁵ Jenő Lévai, *Fekete könyv. A magyar zsidóság szenvedéseiről*, Officina, Budapest, 1945.

⁴⁶ Jenő Lévai, *Szürke könyv. Magyar zsidók megmentéséről*, Officina, Budapest, 1946.

⁴⁷ Jenő Lévai, *Fehér könyv. Külföldi akciók magyar zsidók mentésére*, Officina, Budapest, 1946.

⁴⁸ *Fehér könyv. A magyar köztársaság és demokrácia elleni összeesküvés okmányai*, Szikra Irodalmi és Lapkiadó Vállalat Rt. Budapest, 1947.

⁴⁹ *Documents sur l'affaire Mindszenty*, Athenaeum, Budapest, 1949 ; *A Mindszenty bűnügy okmányai*, Budapest, 1949 ; *Documents on the Mindszenty Case*, Athenaeum, Budapest, 1949.

⁵⁰ *Documents sur l'affaire Mindszenty, op. cit.*, page 4.

⁵¹ *József Mindszenty devant le tribunal du peuple*, éditions d'État, Budapest, 1949 ; *Mindszenty József a Népbíróság előtt*, Állami Lapkiadó, Budapest, 1949 ; *The Trial of József Mindszenty*, Hungarian State Publishing House, Budapest 1949.

« La publication du Livre jaune en anglais et en français était devenue nécessaire, entre autres parce que de nombreux organes de la presse occidentale avaient soupçonné le gouvernement hongrois, dès le moment de l'arrestation, d'avoir élevé contre Mindszenty des accusations dénuées de fondement. [...] Le gouvernement hongrois s'est trompé, lorsqu'il a cru que la publication des nombreux documents du Livre jaune dissiperait d'éventuels malentendus. [...] il s'est avéré que les calomnies [...] reposaient sur un parti-pris et des préjugés. [...] Le gouvernement hongrois, quoiqu'il ait discerné dans toutes les attaques dont il a été l'objet, une mauvaise volonté systématique [...] a néanmoins décidé de publier ce Livre Noir, dans l'idée que l'opinion publique mondiale serait désireuse de connaître la vérité sur l'affaire Mindszenty en dépit de la bruyante propagande occidentale »⁵².

Au « livre jaune », et avant même la sortie du « livre noir », avait répondu, en français et en allemand, un « livre blanc » présentant des documents publiés « sur la demande du cardinal Mindszenty »⁵³. Dans le volume en langue française, les pièces présentées sont même précédées de la protestation officielle que les cardinaux français ont adressée le 8 janvier 1949 à l'ambassadeur de Hongrie en France Mihály Károlyi, surnommé le « comte rouge ». Celui qui fut, on s'en souvient, président de la République démocratique hongroise entre janvier et mars 1919, est ambassadeur de Hongrie à Paris depuis août 1947. Au moment du procès de Mindszenty, lui aussi n'en a plus pour longtemps. Il démissionne de sa charge le 2 juin 1949 et demande l'asile politique à la France où il meurt en 1955. Le Saint-Siège, de son côté, publie en hongrois, le 27 avril 1949, un livre contenant des documents du Vatican concernant l'arrestation et le procès du cardinal Mindszenty ; tous relatifs à la période du 28 décembre 1948 au 20 février 1949⁵⁴.

⁵² József Mindszenty devant le tribunal du peuple, *op. cit.*, pp. 3-4.

⁵³ Livre blanc. Quatre années de lutte pour la défense de l'Église hongroise. Documents publiés sur la demande du cardinal Mindszenty, *Primat de Hongrie, précédés des protestations des Cardinaux français*, *op. cit.* ; Weissbuch. Vier Jahre Kirchenkampf in Ungarn, hrsg. im Auftrage von Kardinal Josef Mindszenty, Thomas Verlag, Zürich, 1949.

⁵⁴ Mindszenty József bíboros, esztergomi érsek, Magyarország hercegprímásának pere, Rome, 1949, bibliothèque électronique Péter Pázmány, en ligne :

[http://www.ppek.hu/konyvek/Mindszenty_Jozsef_pere_1.pdf].

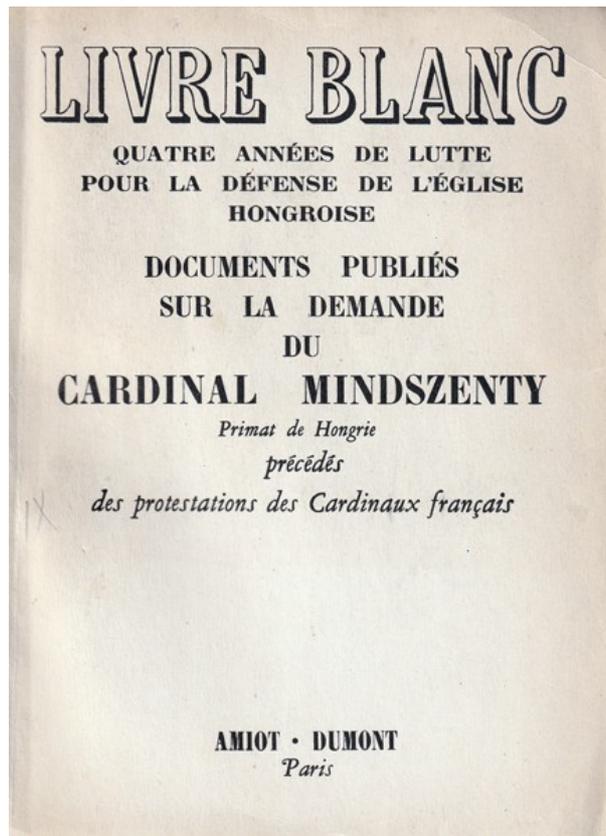


Illustration 17 : Le livre blanc dans sa version française. Source : collection particulière.

Sept années de détention

D'abord installé à la prison de Kőbánya, Mindszenty apprend le 14 août – sans avoir été de nouveau entendu ou avoir revu son avocat – que le jugement de première instance a été confirmé le 6 juillet. Le 27 septembre, le cardinal est transféré dans une prison de la rue Lipót Conti (devenue rue Lajos Tolnai en 1951), une des plus importantes de Budapest qui abritait jusqu'en 1948 le tribunal militaire soviétique, où il subit un régime de détention plus sévère⁵⁵. Dans cet établissement pénitentiaire, il est tenu dans un grand isolement et ne touche qu'une nourriture de mauvaise qualité. S'il souffre du froid, le cardinal explique que ce sont les dix heures pleines d'extinction des feux, dès la fin du dîner, qui ont davantage pesé sur son moral. Il peut néanmoins avoir accès aux livres d'une bibliothèque et rencontrer de temps à autre sa mère qui lui rend visite. Mindszenty suppose, dans ses mémoires, avoir été le témoin – à distance et depuis sa cellule – de l'exécution de László Rajk le 15 octobre 1949⁵⁶. Il demeure dans cet établissement pénitentiaire jusqu'au 13 mai 1954⁵⁷. Son état de santé s'est en effet à cette époque sérieusement dégradé :

⁵⁵ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 278-281.

⁵⁶ *Ibid.*, pp. 289-291.

⁵⁷ *Ibid.*, page 283.

« Pendant la première moitié de l'année 1954, le poids de mon corps tomba de 82 kilos à 44. Je n'avais littéralement plus que la peau sur les os [...]. Aux promenades, je parvenais à grand peine à traîner ce corps léger. Le lever matinal, lui aussi, m'était de plus en plus pénible [...] ma faculté visuelle avait extraordinairement baissé »⁵⁸.

En fin de compte, Mindszenty, très affaibli, est transféré à l'hôpital de la prison de Kőbánya le 13 mai 1954 où il reste jusqu'au 17 juillet 1955. Mieux nourri, il y reprend progressivement des forces⁵⁹. La situation politique a également sensiblement évolué. Après la mort de Staline, en mars 1953, la déstalinisation débute presque immédiatement en Hongrie : Imre Nagy remplace Mátyás Rákosi à la tête du gouvernement dès le 4 juillet 1953. Pour toutes ces raisons, et à l'issue de son hospitalisation, Mindszenty est transféré à Püspökszentlászló. Dans cette localité située à quelques kilomètres au nord-est de la ville de Pécs, l'évêque avait fait construire au XVIII^e siècle sa résidence d'été, au pied du Zengő, point culminant du massif du Mecsek. Cette bâtisse est affectée au cardinal qui, plus libre de ses mouvements, peut notamment y recevoir sa mère. Le 10 octobre, on lui affecte un colocataire en la personne de l'archevêque de Kalocsa, József Grósz, condamné en juin 1951 à quinze ans de prison⁶⁰. Malgré l'interdiction formelle pour eux de se rencontrer, les deux hommes parviennent néanmoins à échanger subrepticement plusieurs lettres chaque jour. Tous deux sont déplacés dès le 1^{er} novembre au château nationalisé d'Almásy, à Felsőpetény, un village localisé au nord-est de la ville de Vác⁶¹. Si Mindszenty conserve une attitude de ferme intransigeance à l'égard du pouvoir, certains de ses homologues acceptent les ouvertures qui leur sont faites. Ainsi, après la mort, le 25 avril 1956, du président de la conférence épiscopale l'archevêque d'Eger Gyula Czapik, des responsables politiques communistes assistent à ses obsèques. L'archevêque Grósz, éloigné de Mindszenty à la mi-février 1956, est finalement libéré le 12 mai et retrouve son siège.

L'insurrection de 1956 et la réclusion à l'ambassade américaine de Budapest

Le 23 octobre survient l'insurrection de Budapest. Le 29, János Horváth, le responsable du bureau des affaires religieuses créé en 1951 (*Állami Egyházügyi Hivatal – ÁEH*), se rend auprès de Mindszenty et cherche à négocier avec ce dernier. Devant son refus, Horváth quitte les lieux le lendemain, sans pour autant libérer le cardinal. Ce sont finalement

⁵⁸ *Ibid.*, page 319.

⁵⁹ *Ibid.*, page 321.

⁶⁰ Le cardinal Grósz, lui aussi, a les honneurs d'un ouvrage accusateur publié en plusieurs langues, et notamment en français : *Le procès de József Grósz et de ses complices*, éditions d'État, Budapest, 1951.

⁶¹ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 323-328.

les policiers de l'ÁVH chargés de sa surveillance qui, le même jour, se décident à le délivrer avant qu'un détachement de l'armée placé sous les ordres du major Antal Pallavicini-Pálinkás et stationné à Rétság ne vienne lui offrir les moyens nécessaires pour l'escorter jusqu'à Budapest⁶². Les États-Unis, à ce moment, pensent que Mindszenty pourrait constituer une alternative crédible et sérieuse à Imre Nagy⁶³. La prise de parole du Primat, figure respectée par les Hongrois et devenu un symbole de résistance, est naturellement très attendue et suscite les craintes du nouveau gouvernement national alors engagé dans une difficile négociation avec Moscou. S'il ne rencontre par Nagy directement, Mindszenty est tenu informé de l'évolution de la situation par le vice-président du Conseil, Zoltán Tildy qu'il rencontre en compagnie de Pál Maléter, l'officier nommé ministre de la Défense le 29 octobre et chargé de négocier avec les forces soviétiques⁶⁴. Trois rencontres ont lieu au palais primatial au 62 de la rue Úri, sur la colline de Buda :

« Tildy souhaitait deux choses au sujet de mon appel à la radio : que je n'aborde pas la question de la propriété foncière et que je parle des Russes avec ménagement »⁶⁵.

Comme l'explique Nicolas Bauquet, l'allocution du cardinal, prononcée le 3 novembre 1956 à 20 heures, a souvent été reproduite de façon tronquée ou selon une traduction aléatoire. Un trait domine : sa grande ambiguïté, notamment vis-à-vis des communistes réformateurs. S'il condamne les vengeances individuelles, Mindszenty n'en met pas moins dans le même sac les complices du régime stalinien... comme leurs héritiers. S'il reconnaît les conquêtes démocratiques et l'abolition d'une société de classes, il laisse entendre qu'il veut un retour de la position sociale antérieure de l'Église, par exemple dans le système éducatif⁶⁶. Une des premières décisions que prend le cardinal, le 2 novembre, est d'ailleurs de renvoyer dans les diocèses dont ils dépendent les « prêtres pour le paix » (*Békepapok Magyarországon*) et de congédier ceux qui occupent les postes les plus importants. Créé le 1^{er} août 1950 sur les modèles tchécoslovaques et polonais, ce mouvement constituait en effet un auxiliaire du régime, étroitement encadré par la police politique.

⁶² *Ibid.*, pp. 343-348.

⁶³ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, *op. cit.*, page 546.

⁶⁴ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, page 363.

⁶⁵ *Ibid.*, page 364.

⁶⁶ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, *op. cit.*, page 550.

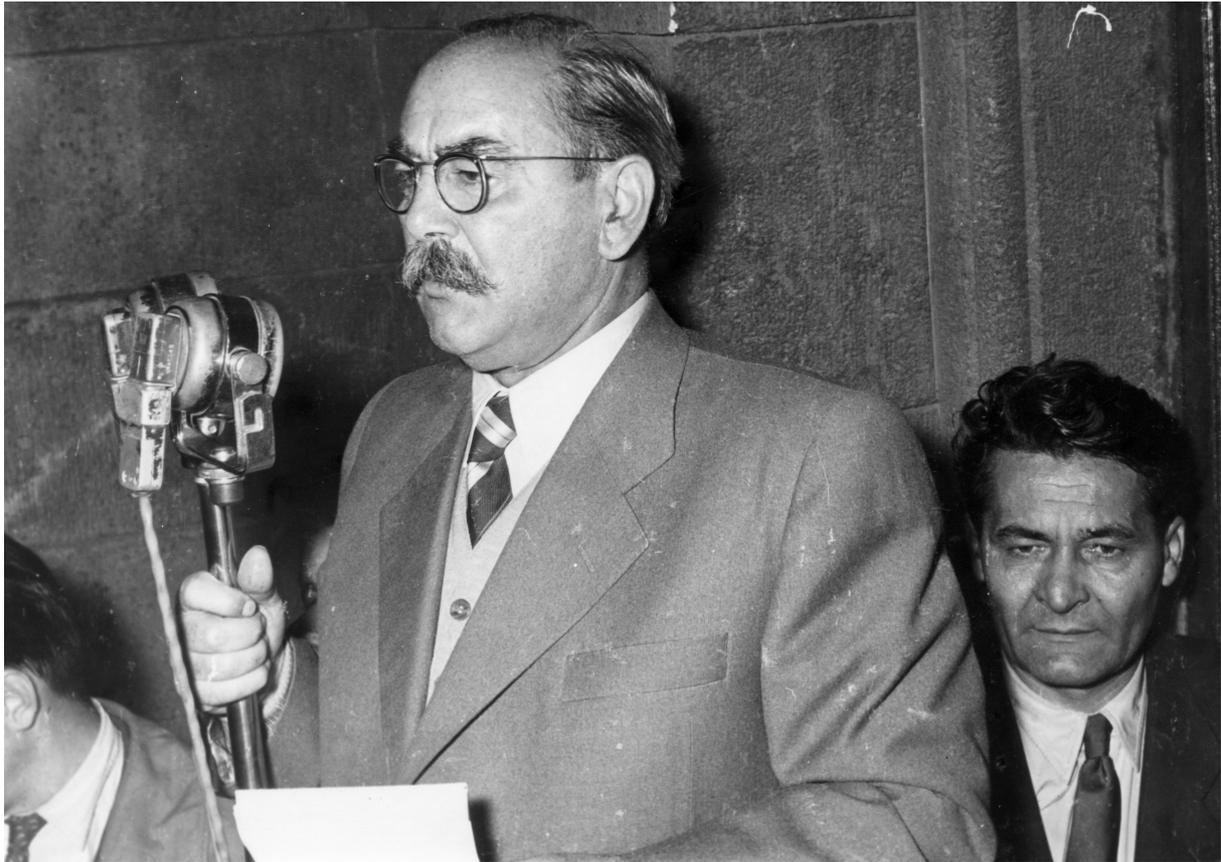


Illustration 18 : Le 23 octobre 1956, le Premier ministre Imre Nagy s'adresse aux hongrois depuis le balcon du Parlement. Derrière lui, Ferenc Erdei. Source : Fortepan.

Au moment où Mindszenty lit à la radio son discours, l'armée soviétique achève l'encerclement de la capitale. Aux environs de minuit, les membres de la délégation hongroise dirigée par Maléter qui négociaient avec le commandement militaire soviétique à Tököl sont arrêtés. Enfin, vers trois heures du matin, le 4 novembre, les chars russes pénètrent dans Budapest. Réveillé par Tildy, Mindszenty se rend sans tarder au Parlement où il trouve une situation extrêmement confuse⁶⁷. En raison de la progression de l'armée soviétique dans la ville, et devant le risque de capture, Mindszenty prend la décision de se réfugier au sein de l'ambassade des États-Unis, installée à proximité immédiate, sur la place de la liberté (*Szabadság tér*). Il est accueilli par l'ambassadeur Edward T. Wailes, nommé depuis le 26 juillet seulement et tout juste arrivé en Hongrie. L'hôte de l'ambassade américaine va pourtant devenir progressivement bien encombrant, notamment après 1965 et le début de la période dite de « détente ».

⁶⁷ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 369-373.



Illustration 19 : Pál Maléter, officier de blindés et ministre de la Défense du gouvernement Nagy, ici photographié le 20 juin 1956. Source : Archives nationales néerlandaises / Wikipédia.

Mindszenty face à l'*Ostpolitik* du Vatican

Au dialogue qui s'ouvre alors entre pays du bloc occidental et pays du bloc de l'Est s'associe le pape réformateur Jean XXIII. Élu au trône de Saint-Pierre le 28 octobre 1958, il cherche très vite à reprendre contact avec les Églises d'Europe centrale et orientale⁶⁸. Les contentieux entre la Hongrie communiste et le Vatican sont pourtant nombreux : le Saint-Siège a soutenu l'insurrection de 1956 et considère toujours Mindszenty comme le chef de l'Église hongroise. De surcroît, on s'en souvient, ce dernier avait porté un coup sévère aux « prêtres pour la paix ». Le Saint-Siège, après avoir pris un décret interdisant auxdits « prêtres pour la paix » d'accepter un mandat de député, en vient à excommunier certains d'entre eux. Or, au printemps 1957, le gouvernement revient sur ces mesures et va même plus loin. Il obtient de l'archevêque Grósz qu'il contribue à la fondation et accepte de présider l'*Opus Pacis*. Cet organe de l'épiscopat chargé de soutenir le gouvernement dans ses efforts de promotion de la paix, est bientôt complètement infiltré par les « prêtres pour la paix » qui

⁶⁸ András Fejérdy, « Aux origines de la nouvelle *Ostpolitik* du Saint-Siège. La première tentative de Jean XXIII pour reprendre le contact avec les évêques hongrois en 1959 », *Archivum Historiae Pontificae*, n°46, 2008, pp. 389-411.

réussissent ainsi à occuper de nombreux postes clefs. La situation suscite ce commentaire peu amène de Mindszenty qui accepte mal les discussions que lance Rome avec Budapest :

« Lorsque deux ans et demi plus tard Mgr Agostino Casaroli entama, pour le compte du Vatican, des négociations avec le régime Kádár, ce dernier avait déjà totalement réduit au silence la véritable Église hongroise à l'aide des prêtres pour la paix [...]. C'est pourquoi le diplomate du Vatican [...] se laissa entraîner dans des négociations qui ne présentaient que des avantages pour les communistes et de graves inconvénients pour le catholicisme hongrois »⁶⁹.

Pour autant, l'analyse de Mindszenty s'avère plutôt juste. Le 15 septembre 1964, après plusieurs mois de négociations, un accord est conclu sur les nominations épiscopales. Si l'Église obtient que le clergé catholique ne prête pas serment à l'État, cet accord – le premier signé par le Saint-Siège avec un pays communiste – constitue un grand succès diplomatique pour la Hongrie qui peut dès lors affermir plus ouvertement son contrôle sur l'épiscopat hongrois⁷⁰. De cette « conversion » de l'Église au dialogue – de cette soumission ont pu dire certains –, le symbole même peut être trouvé dans la personnalité des deux successeurs de Mindszenty, László Lékai puis László Paskai. Secrétaire de Mindszenty lorsqu'il était évêque de Veszprém, emprisonné avec lui en 1944, Lékai est ensuite une des chevilles ouvrières de l'épuration des « prêtres pour la paix » en octobre 1956. Arrêté quelques jours après l'échec de l'insurrection, Lékai choisit de s'adapter et le fait si bien qu'il est finalement nommé archevêque d'Esztergom et Primat de Hongrie en février 1976. Paskai, qui lui succède en 1987, outre le fait d'avoir été un indicateur du régime, est aussi en septembre 1989 le seul membre de la conférence épiscopale à se prononcer en faveur de la conservation du mouvement des « prêtres pour la paix ».

On comprend, dans ces conditions, qu'à partir de la seconde moitié des années 1960, le règlement du « cas Mindszenty » soit devenu une priorité. En juin 1971, József Zágón et Giovanni Cheli, envoyés du Pape, rendent visite à Mindszenty afin de le persuader de quitter l'ambassade américaine. Les entretiens durent pendant six jours et un protocole d'accord est même rédigé. Mindszenty informe le président américain des pourparlers en cours. Dans sa réponse, Nixon lui conseille clairement de souscrire à l'offre qui lui est faite, révélant le désir des Américains de se voir enfin retirée cette épine du pied. En échange de la conservation de sa charge d'archevêque et de Primat de Hongrie, Mindszenty accepte son départ qui a lieu le

⁶⁹ Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, page 388.

⁷⁰ Nicolas Bauquet, *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste...*, *op. cit.*, pp. 625, 691, 693-698 ; Jean-Yves Rouxel, « Le Vatican et les pays d'Europe centrale. De l'Ostpolitik aux concordats », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/5 (n° 1045), pp. 4-15, en ligne :

[<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-5-page-4.htm>]

28 septembre 1971. Mindszenty rejoint Vienne par la route dans la voiture du nonce en Autriche et prend ensuite l'avion pour Rome où il est accueilli par le cardinal secrétaire d'État Jean-Marie Villot, puis par le Pape Paul VI. Mindszenty ne passe qu'un très court moment en Italie. Il quitte le pays dès le 23 octobre, amère de constater que son éloignement est salué comme un obstacle de moins sur la route du rapprochement de l'Église avec la Hongrie, et choisit de s'installer au Pázmáneum, à Vienne. Poursuivant son combat jusqu'au-boutiste, il demande dès la fin de l'année 1971 au Pape l'autorisation de se substituer à la hiérarchie catholique hongroise et de créer une organisation de conscience pour les Hongrois de l'étranger. À l'occasion de l'Avent, il publie, en outre une lettre pastorale dans laquelle il évoque « la frontière provisoire et mortelle ». Beaucoup, y compris en Autriche, voient dans cette formulation ambiguë une référence à la frontière austro-hongroise quand bien même Mindszenty affirme qu'il faisait seulement référence au « rideau de fer ». En 1972 et 1973, le cardinal Primat effectue de nombreux voyages à travers l'Europe occidentale puis au Canada, aux États-Unis et en Afrique du Sud. Lors de chacun de ses déplacements, il évoque la situation en Hongrie. À l'été 1973, enfin, il publie ses mémoires dont il confie la totalité des droits à la « Fondation Cardinal Mindszenty »⁷¹. Cette activité suscite la réprobation du gouvernement hongrois et irrite de manière croissante le Vatican. Le 1^{er} novembre 1973, le Saint-Siège invite Mindszenty à se dessaisir de sa charge épiscopale ; ce que ce dernier refuse le 8 décembre. Dix jours plus tard, passant outre, le Pape Paul VI l'informe que le siège archiépiscopal sera prochainement déclaré vacant ; ce qui est chose faite le 5 février 1974, vingt-cinq ans jour pour jour après le simulacre du procès de 1949. Ayant fait publiquement savoir qu'il s'agissait là d'une décision unilatérale du Saint-Siège, Mindszenty ne survit qu'un peu plus d'une année à ce dernier rebondissement et meurt à Vienne, le 6 mai 1975, à l'âge de 83 ans⁷².

⁷¹ De droit américain, la Fondation Cardinal Mindszenty existe toujours et possède un site internet :
[<http://www.mindszenty.org>]

⁷² Cardinal Mindszenty, *Mémoires...*, *op. cit.*, pp. 394-413.

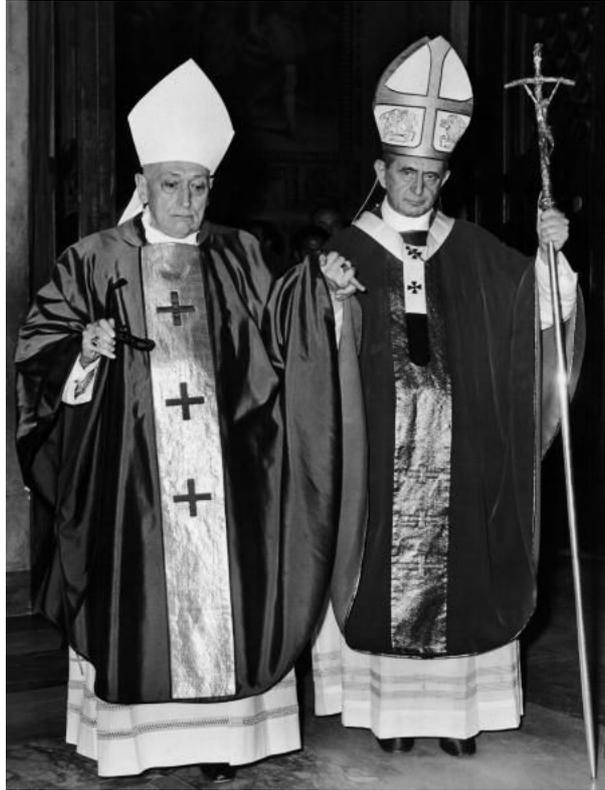


Illustration 20 : Le 30 septembre 1971, le Pape Paul VI et la cardinal Mindszenty sortent ensemble de la Chapelle Sixtine. Droits réservés.

En guise de conclusion : la postérité et le souvenir de Mindszenty en Hongrie

Dans une Hongrie dont les hiérarchies, les codes et les équilibres socio-politiques avaient été profondément chamboulés par la Seconde Guerre mondiale, l'attitude de défi qui fut celle du cardinal Mindszenty à l'égard du nouveau pouvoir politique ne pouvait que conduire à la rupture. Le cardinal Primat, en refusant tout compromis et même le simple dialogue, a fait le choix d'un catholicisme de combat tout en plaçant sa personne et sa parole au cœur des conflits politiques ainsi suscités.

En choisissant résolument l'intransigeance, Mindszenty a paradoxalement, et de lui-même, amoindri la portée de sa critique féroce du totalitarisme soviétique. Il a en effet offert à ce nouveau pouvoir politique en quête de légitimité une occasion de donner du sens à son action visant à s'affranchir de l'autorité matérielle comme morale de l'Église. L'absence d'unanimité vis-à-vis des moyens engagés par Mindszenty dans cette lutte – et en premier lieu celle des autres prélats hongrois – est flagrante.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater que Mindszenty marque une ligne de clivage politique très nette après la transition du début des années 1990. S'il fait moins polémique que le rapatriement des restes de Horthy en septembre 1993, le retour des cendres du cardinal Primat depuis l'Autriche en 1991 – demandé officiellement en décembre

1989 par l'archevêque László Paskai après qu'il s'y soit pendant plusieurs semaines refusé – suscite de virulentes critiques de l'opposition contre le gouvernement du catholique József Antall⁷³. Pour autant, et à l'instar du cas d'Horthy, aucun débat sérieux sur le legs politique du cardinal, qui conserve globalement l'image d'un martyr, n'est alors entrepris.



Illustration 21 : Le tombeau du cardinal Mindszenty à Esztergom, ici photographié à l'été 2016. Source : collection particulière.

Aujourd'hui, soixante-dix ans après le procès de 1949, la figure de Mindszenty semble faire moins débat. Si la société hongroise s'avère très polarisée, l'opposition – de la gauche sociale-démocrate à l'extrême-droite – souffre d'une grande asthénie et ne peut donc se permettre de provoquer en son sein des ferments de division. Du côté de la majorité, le parti populaire démocrate-chrétien (*Kereszténydemokrata Néppárt* – KDNP) – ce petit parti catholique héritier du DNP qui gouverne en coalition la Hongrie depuis 2010 avec le Fidesz de Viktor Orbán – reste certes attaché au souvenir de Mindszenty mais n'a pas oublié non plus les fractures qui ont affecté le catholicisme politique dans la Hongrie communiste. Le 13 février 2019, les vertus héroïques du cardinal étaient reconnues par le Pape. Le franchissement de cette nouvelle étape dans le processus de béatification de Mindszenty, dont le procès a été ouvert en 1996, paraît ainsi devoir faire consensus.

⁷³ Catherine Horel, *L'amiral Horthy, régent de Hongrie*, op. cit., pp. 402-403.